

## Centre de sauvetage maritime de Québec: le commissaire aux langues officielles enquête



**Les députés du NPD ont confirmé, en conférence de presse lundi, qu'une plainte avait été déposée auprès du commissaire aux langues officielles. De gauche à droite: les députés Élaine Michaud, Anick Papillon et Yvon Godin.**



**Annie Morin**

(Québec) Le commissaire aux langues officielles enquête sur la fermeture, prévue au printemps 2012, du centre de coordination des opérations de recherche et de sauvetage de la Garde côtière de Québec.

Après les libéraux, c'était au tour des néo-démocrates, hier, de dénoncer la décision du gouvernement conservateur de diriger vers Halifax tous les appels de détresse reçus dans l'est du pays.

Dans le dernier budget fédéral, Pêches et Océans Canada a inclus la fermeture des centres de coordination de Québec et de Saint John's (Terre-Neuve) dans une série de mesures devant lui permettre d'économiser 56 millions \$ sur trois ans.

Yvon Godin, député d'Acadie-Bathurst, était fier d'annoncer, lors d'une conférence de presse à Québec avec quatre collègues, qu'une plainte en bonne et due forme a été envoyée jeudi au Commissaire aux langues officielles et qu'elle a été jugée recevable. Une enquête est donc en cours pour déterminer si les droits des francophones sont menacés par le déménagement des services fédéraux.

Vérification faite au Commissariat, ce sont deux plaintes qui ont été déposées à Ottawa. La première avait été jugée irrecevable car le centre de recherche et de sauvetage de Québec est encore ouvert. Sensibilisé au dossier, ayant même déjà eu des discussions avec Pêches et Océans, le commissaire Graham Fraser a changé d'idée et demandé à ses enquêteurs d'y jeter un oeil, confirme le porte-parole Nelson Kalil.

Celui-ci ne peut dire quand le rapport sera disponible, mais se dit conscient que le temps est compté. «On espère toujours être efficace», assure M. Kalil.

Pour Yvon Godin, il est clair que le gouvernement fédéral a erré en omettant de consulter la population avant de mettre la hache dans un service destiné aux minorités. Bien que Pêches et Océans assure qu'il y aura des employés bilingues à Halifax, «au bout d'une année ou deux, quand les gens [les employés] seront malades ou qu'ils seront partis dîner, il n'y aura plus personne pour répondre en français», est convaincu le politicien, ajoutant que la survie en mer est souvent «une question de minutes et de secondes».

Il a donné l'exemple du voilier Roule ta bille, qui s'est retrouvé en difficultés près de Saint-Pierre-et-Miquelon, début septembre. Les membres d'équipage s'exprimant uniquement en français, ce sont les employés de Québec qui ont fait le lien avec les sauveteurs de Boston et de Halifax.

Donald Drapeau, porte-parole de l'Union canadienne des employés des transports, qui représente les neuf fonctionnaires de Québec devant perdre leur emploi, espère que ce sauvetage réussi a «ouvert les esprits» et qu'il ne faudra pas des morts pour renverser la décision du fédéral.

Une pétition circule pour demander le maintien des deux centres de coordination.